



LA DESCENTE AUX ENFERS – DEUXIÈME PARTIE

Jacques est épileptique et cardiaque. Il fait une première crise cardiaque à 30 ans, la seconde à 33 ans. Sa vie bascule suite à ses problèmes de santé et il tombe sur la mutuelle. Plus tard, il se retrouve dans le coma, une balle dans la tête. Il apprend qu'il s'est « suicidé » ! Il est expulsé de son logement et vit dans la rue, dans un home, dans sa voiture avant de retourner dans la rue. Voir la première partie dans le *DoucheFLUX Magazine* n° 15



Je me retrouve à la porte d'Anderlecht, où je retrouve des SDF qui me font une place auprès d'eux. Je retourne vers le CPAS de Bruxelles, à la Table du logement où je vais chaque semaine pour téléphoner, suivre les annonces par Internet, consulter les documents mis à disposition et le *Vlan*. Malgré tout cela, je me vois refuser sept appartements car ma garantie bancaire vient du CPAS, cinq appartements car je suis une personne handicapée et six appartements car mon revenu provient de la mutuelle. Malgré tous ces refus, je continue mon combat pour avoir un appartement.

Je décide de prendre contact avec Madame Rita Glineur, l'une des responsables du CPAS Bruxelles, en lui exposant mon problème de logement et en lui expliquant que je suis bien malade : je suis épileptique et cardiaque. Elle me répond qu'elle va voir ce qu'elle peut faire pour moi. Vu que ça ne marche pas de ce côté-là, je prends contact avec le président (de l'époque) du CPAS, Monsieur Yvan Mayeur. J'obtiens un rendez-vous et j'ai la même réponse qu'avec Madame Rita Glineur : « Je vais voir ce que je peux faire pour vous. »

Déçu de ces deux réponses, je décide de ne pas m'arrêter là et je prends rendez-vous avec le bourgmestre de Bruxelles, Freddy Thielemans. Je le rencontre et je lui raconte mon éternel problème de logement. La réponse est toujours la même : « Je vais voir

ce que je peux faire pour vous. »

Passant par la rue du Midi, où se trouve le siège du PS, j'y vois Freddy Thielemans. Je lui avais promis de lui remettre un jour un exemplaire du *DoucheFLUX Magazine* gratuitement, ce que je fais. Au moins, moi, j'ai tenu ma parole !

Voyant que toutes ces possibilités ne débouchent sur rien, je me dis : pourquoi ne pas m'adresser au Premier ministre, qui est à l'époque Elio Di Rupo ? Je le rencontre donc et lui explique mon cas. Je me souviens avoir été assez agressif et un peu hautain... Mais dans la situation que je vis, je ne suis plus vraiment « sociabilisé ». Il ne m'en tient pas rigueur et me propose de rencontrer sa secrétaire au siège social, boulevard de l'Empereur, le lendemain de notre rencontre. Je la rencontre donc et lui explique ma situation, dont elle tient bien compte. Elle prend contact avec une personne responsable du CPAS et elle me dit que j'aurai des nouvelles avant la fin de la semaine.

En fin de semaine, je suis appelé par le CPAS. Je me rends à la Table du logement et là, on me dit que je dois monter aux étages chez une personne responsable du logement. Ils ont, comme par hasard, trouvé un studio, que j'occupe encore aujourd'hui. On me fait bien comprendre d'arrêter d'interpeller les autorités : si cela n'avait pas marché avec le ministre, je me serais enchaîné au Palais royal !!

Une fois dans mon studio, le plus dur est de me retrouver seul entre quatre murs. J'ai pris l'habitude de vivre dans la rue avec mes amis SDF. Le seul bien que j'ai pu récupérer est un matelas. Je prends contact avec la commune de Wemmel pour récupérer mes meubles, mais là, grand problème : ils me réclament 2 500€ pour le stockage des meubles dans leur dépôt. Étant SDF, il m'est impossible de payer cette somme en une seule fois et je demande un arrangement de paiement, qui m'est refusé. Ils gardent les meubles un certain temps, puis ceux-ci deviennent

propriété de la commune. J'en parle à une amie journaliste qui me dit que ce n'est pas logique et qui prend contact avec le bourgmestre de Wemmel et lui explique mon cas (il est au courant de la situation). Il dit qu'il va prendre contact avec moi. La journaliste me retéléphone en m'expliquant la situation. Un quart d'heure plus tard, c'est le bourgmestre qui me téléphone en me disant qu'il n'était pas nécessaire de prévenir les médias et que l'on aurait pu trouver un arrangement à l'amiable... Il me propose de venir le lendemain et il précise que j'ai un jour pour récupérer mes affaires gratuitement. Je m'empresse de téléphoner à des amis pour demander deux grosses camionnettes afin de récupérer mes affaires. Le lendemain, je me rends sur place et je constate avec effroi que mon PC, mon bureau, mon imprimante, mon aspirateur ainsi que d'autres objets ont disparu ! On charge ce qui reste et on revient vers mon studio pour tout déposer en vrac (merci à mes amis qui m'ont donné ce fameux coup de main). Vu que j'avais un appartement avant la rue et que j'entre dans un studio, je dois, forcément, donner certains meubles qui ne sont pas adaptés.

Je commence à m'installer, je mets tout en ordre dans le studio, tout content d'avoir mon confort, de pouvoir regarder la télé, prendre une douche, me faire à manger et dormir sans crainte. Mais ceci sera de courte durée, car une fois que l'on a une adresse, cela veut dire réapparition des huissiers... Les factures que j'avais pour 50€ environ arrivent deux ans plus tard, avec tous les intérêts... donc de 300 à 400€. Impayable ! J'ai aussi été jugé par défaut car, n'ayant pas d'adresse, je n'ai pas reçu la convocation au tribunal. La vie reprend, avec les emmerdes qui vont avec !

Je prends contact avec une assistante sociale du CPAS de Bruxelles pour lui expliquer mes problèmes avec les huissiers. Je vais voir la médiation sociale à Bruxelles. J'entame une procédure pour bloquer les huissiers.

La personne qui s'occupe de mon dossier est super hautaine et me traite comme de la m... Au bout de deux mois, j'abandonne cette médiation sociale, j'essaie de prendre des arrangements avec les huissiers (faut pas rêver...). Avec certains j'y arrive, d'autres m'enterrent en continuant la valse des intérêts.

Ma santé commence à se dégrader : je perds petit à petit l'usage de mes jambes. Je reprends contact avec mon assistante sociale de la Ville de Bruxelles mais j'arrive au rendez-vous avec cinq minutes de retard (à cause de mon état de santé) et je me fais engueuler comme du poisson pourri, en m'entendant dire qu'il est grand

temps que je m'achète une montre pour arriver à l'heure. Du coup, le rendez-vous est supprimé et reporté au lendemain. Je rentre chez moi et pour être sûr d'arriver à l'heure, je prends un sac de couchage, une couverture, un oreiller et je dors devant le CPAS avec une amie. Le chef d'antenne me réveille (je suis juste devant la porte) et me demande ce que je fais là. Je lui explique ce qui s'est passé la veille et que je ne veux pas être en retard. Il se retourne vers l'assistante sociale et lui dit : « C'est incompréhensible, ce que vous faites ! » (Je tiens à remercier l'assistante sociale qui ne s'est JAMAIS déplacée jusqu'à mon domicile, sachant que je suis

paraplégique !). Je suis enfin reçu par l'assistante sociale (pas très contente de ce que j'ai fait et d'avoir été remise en place par son chef), on discute de certains problèmes et au bout d'une demi-heure, je dois aller voir mon médecin qui habite à 30 mètres de là. Manque de pot, en sortant, je m'écroule et je fais une crise d'épilepsie. Mon amie prévient le médecin qui vient sur place et appelle une ambulance. Je me retrouve à l'hôpital.

Suite de ma descente aux enfers dans le prochain numéro.

Jacques Petit

 voix de la rue

« La Voix de la rue » parle du projet « Zéro sans-abri »

Le 4 avril dernier, l'émission de DoucheFLUX on air, « La Voix de la rue », diffusée sur Radio Panik était consacrée au projet « Zéro sans-abris d'ici 2025 à Bruxelles » porté par l'ASBL Infirmiers de rue et Didier Van Innis, qui représente la Ligue des optimistes.

Le projet est né suite à la participation d'Infirmiers de rue à la conférence à Chicago de juin 2015 qui a rassemblé 100 personnes représentant des institutions et des organisations venues de 40 pays décidées à mettre fin au sans-abrisme.

Didier Van Innis, bénévole depuis trois ans auprès d'Infirmiers de rue, accompagne plusieurs sans-abri et est l'un des organisateurs de l'« Opération chaussettes ». Au sein du projet « Zéro sans-abri », il est chargé d'inviter des responsables politiques, des associations, des citoyens, des professionnels de la santé, de la communication et des arts à se mobiliser. Un projet qui a pour objectif de généraliser, à grande échelle, l'action déjà opérée aujourd'hui par Infirmiers de rue mais qui ne concerne qu'une quarantaine de personne chaque année. « Infirmiers de rue a mis au point un certain professionnalisme, a expliqué Didier Van Innis sur les ondes de Radio Panik. Son objectif est de trouver les gens qui sont les plus près de la mort pour, par leur accompagnement, les motiver à prendre soin d'eux et leur faire redécouvrir l'estime de soi et la dignité. » Une aide qui passe avant tout par l'hygiène. « Il y a des gens qui ne prennent absolument plus soin d'eux : ne fût-ce que se nettoyer

les mains ou se soigner les pieds est un grand pas. »

Un processus qui a beaucoup posé question lors de l'émission, notamment auprès des sans-abri, comme Murielle, qui ont participé au débat. Comment contacte-t-on les infirmiers/ères de rue ? L'occasion donc pour Didier Van Innis d'expliquer que ces derniers sont en contact, par exemple, avec des gardiens de parcs ou des facteurs : « Un réseau d'indicateurs et d'observateurs qui leur signale des cas. » « Leurs cibles sont les gens qui ne vont pas du tout vers les associations et ne sont pas suivis par une assistance sociale », a également précisé Laurent d'Ursel, fondateur de DoucheFLUX et animateur du débat.

Mais systématiser l'aide à tous pour éliminer les sans-abri, est-ce vraiment possible ? C'est l'interrogation de Maurice, ancien SDF, « car tout le monde n'accepte pas de se faire aider par une association. C'était mon cas ».

« Quand on se met un objectif, il faut y croire, a martelé Didier, et ensuite mettre tout en place pour réussir. » Il est cependant conscient des difficultés auxquelles le projet sera confronté. « Chaque sans-abri a son histoire et cela demande beaucoup



de patience et de rigueur de les aider, a-t-il poursuivi. Cela doit aussi être une décision de nos responsables politiques de vraiment s'en occuper. On va les inviter à le faire, mais je compte aussi sur des personnalités et des artistes pour pousser les médias à écrire et les politiques à agir. Je compte pour ça sur mon travail et sur le réseau de la Ligue des optimistes. C'est un travail jour après jour, pas après pas. »

« Au niveau politique, la priorité est mise sur l'action urgente au détriment d'une action politique sur le long terme : c'est un emplâtre sur une jambe de bois », a ajouté Laurent